



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 3 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1970

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
77

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 494

Περί κωδίκσεως τῆς ἐν Νέα Ὑόρκη ὑπογραφείσης τῆν 7ην Μαρτίου 1966 διεθνούς συνθήσεως περὶ καταργήσεως πάσης μορφῆς φυλετικῶν διακρίσεων.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλῆρη ἰσχὺν Νόμου ἡ ὑπογραφείσα ἐν Νέα Ὑόρκη τῆν 7ην Μαρτίου 1966 διεθνῆς σύμβασις περὶ καταργήσεως πάσης μορφῆς φυλετικῶν διακρίσεων, ἥστινος τὸ κείμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 21 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὄνματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΪ-ΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'
ΔΗΜ. ΠΑΤΙΑΝΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, ΗΛ. Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΤΕΟΠΟΥΛΟΣ, ΔΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΣ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐδεδωρήθη καὶ εἰτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 24 Μαρτίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛΙΑΣ Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

Les Etats parties à la présente Convention.

Considérant que la Charte des Nations Unies est fondée sur les principes de la dignité et de l'égalité de tous

les êtres humains, et que tous les Etats Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation, en vue d'atteindre l'un des buts des Nations Unies, à savoir : développer et encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune notamment de race, de couleur ou d'origine nationale,

Considérant que tous les hommes sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection de la loi contre toute discrimination et contre toute incitation à la discrimination,

Considérant que les Nations Unies ont condamné le colonialisme et toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne, sous quelque forme et en quelque endroit qu'ils existent, et que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du 14 décembre 1960 (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale), a affirmé et solennellement proclamé la nécessité d'y mettre rapidement et inconditionnellement fin,

Considérant que la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, du 20 novembre 1963 (résolution 1904 XVIII) de l'Assemblée générale), affirme solennellement la nécessité d'éliminer rapidement toutes les formes et toutes les manifestations de discrimination raciale dans toutes les parties du monde et d'assurer la compréhension et le respect de la dignité de la personne humaine,

Convaincus que toute doctrine de supériorité fondée sur la différenciation entre les races est scientifiquement fautive, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier, où que ce soit, la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique,

Réaffirmant que la discrimination entre les êtres humains pour des motifs fondés sur la race, la couleur ou l'origine ethnique est un obstacle aux relations amicales et pacifiques entre les nations et est susceptible

de troubler la paix et la sécurité entre les peuples ainsi que la coexistence harmonieuse des personnes au sein d'un même Etat,

Convaincus que l'existence de barrières raciales est incompatible avec les idéals de toute société humaine,

Alarmés par les manifestations de discrimination raciale qui existent encore dans certaines régions du monde et par les politiques gouvernementales fondées sur la supériorité ou la haine raciale, telles que les politiques d'apartheid, de ségrégation ou de séparation,

Résolus à adopter toutes les mesures nécessaires pour l'élimination rapide de toutes les formes et de toutes les manifestations de discrimination raciale et à prévenir et combattre les doctrines et pratiques racistes afin de favoriser la bonne entente entre les races et d'édifier une communauté internationale affranchie de toutes les formes de ségrégation et de discrimination raciales,

Ayant présentes à l'esprit la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession adoptée par l'Organisation internationale du Travail en 1958 et la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement adoptée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en 1960,

Désireux de donner effet aux principes énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'assurer le plus rapidement possible l'adoption de mesures pratiques à cette fin,

Sont convenus de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE

Article premier

1. Dans la présente Convention, l'expression « discrimination raciale » vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique.

2. La présente Convention ne s'applique pas aux distinctions, exclusions, restrictions ou préférences établies par un Etat partie à la Convention selon qu'il s'agit de ses ressortissants ou de non-ressortissants.

3. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme affectant de quelque manière que ce soit les dispositions législatives des Etats parties à la Convention concernant la nationalité, la citoyenneté ou la naturalisation, à condition que ces dispositions ne soient pas discriminatoires à l'égard d'une nationalité particulière.

4. Les mesures spéciales prises à seule fin d'assurer comme il convient le progrès de certains groupes raciaux ou ethniques ou d'individus ayant besoin de la protection qui peut être nécessaire pour leur garantir la jouissance et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans des conditions d'égalité ne sont pas considérées comme des mesures de discrimination raciale, à condition toutefois qu'elles n'aient pas pour effet le maintien de droits distincts pour des groupes raciaux différents et qu'elles ne soient pas maintenues en vigueur une fois atteints les objectifs auxquels elles répondaient.

Article 2.

1. Les Etats parties condamnent la discrimination raciale et s'engagent à poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer toute forme de discrimination raciale et à favoriser l'entente entre toutes les races, et, à cette fin :

a) Chaque Etat partie s'engage à ne se livrer à aucun acte ou pratique de discrimination raciale contre des personnes, groupes de personnes ou institutions et à faire en sorte que toutes les autorités publiques et institutions publiques, nationales et locales, se conforment à cette obligation;

b) Chaque Etat partie s'engage à ne pas encourager, défendre ou appuyer la discrimination raciale pratiquée par une personne ou une organisation quelconque;

c) Chaque Etat partie doit prendre des mesures efficaces pour revoir les politiques gouvernementales nationales et locales et pour modifier, abroger ou annuler toute loi et toute disposition réglementaire ayant pour effet de créer la discrimination raciale ou de la perpétuer là où elle existe;

d) Chaque Etat partie doit, par tous les moyens appropriés, y compris, si les circonstances l'exigent, des mesures législatives, interdire la discrimination raciale pratiquée par des personnes, des groupes ou des organisations et y mettre fin;

e) Chaque Etat partie s'engage à favoriser, le cas échéant, les organisations et mouvements intégrationnistes multiraciaux et autres moyens propres à éliminer les barrières entre les races et à décourager ce qui tend à renforcer la division raciale.

2. Les Etats parties prendront, si les circonstances l'exigent, dans les domaines social, économique, culturel et autres, des mesures spéciales et concrètes pour assurer comme il convient le développement ou la protection de certains groupes raciaux ou d'individus appartenant à ces groupes en vue de leur garantir, dans des conditions d'égalité, le plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ces mesures ne pourront en aucun cas avoir pour effet le maintien de droits inégaux ou distincts pour les divers groupes raciaux, une fois atteints les objectifs auxquels elles répondaient.

Article 3.

Les Etats parties condamnent spécialement la ségrégation raciale et l'apartheid et s'engagent à prévenir, à interdire et à éliminer sur les territoires relevant de leur juridiction toutes les pratiques de cette nature.

Article 4.

Les Etats parties condamnent toute propagande et toutes organisations qui s'inspirent d'idées ou de théories fondées sur la supériorité d'une race ou d'un groupe de personnes d'une certaine couleur ou d'une certaine origine ethnique, ou qui prétendent justifier ou encourager toute forme de haine et discrimination raciales, ils s'engagent à adopter immédiatement des mesures

positives destinées à éliminer toute incitation à une telle discrimination, ou tous actes de discrimination, et, à cette fin, tenant compte des principes formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et des droits expressément énoncés à l'article 5 de la présente Convention, ils s'engagent notamment :

a) A déclarer délits punissables par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, toute incitation à la discrimination raciale, ainsi que tous actes de violence, ou provocation à de tels actes, dirigés contre toute race ou tout groupe de personnes

d'une autre couleur ou d'une autre origine ethnique, de même que toute assistance apportée à des activités racistes, y compris leur financement;

b) A déclarer illégales et à interdire les organisations ainsi que les activités de propagande organisée et tout autre type d'activité de propagande qui incitent à la discrimination raciale et qui l'encouragent et à déclarer délit punissable par la loi la participation à ces organisations ou à ces activités;

c) A ne pas permettre aux autorités publiques ni aux institutions publiques, nationales ou locales, d'inciter à la discrimination raciale ou de l'encourager.

Article 5.

Conformément aux obligations fondamentales énoncées à l'article 2 de la présente Convention, les Etats parties s'engagent à interdire et à éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et à garantir le droit de chacun à l'égalité devant la loi sans distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique, notamment dans la jouissance des droits suivants:

a) Droit à un traitement égal devant les tribunaux et tout autre organe administrant la justice;

b) Droit à la sûreté de la personne et à la protection de l'Etat contre les voies de fait ou les sévices de la part, soit de fonctionnaires du gouvernement, soit de tout individu, groupe ou institution;

c) Droits politiques, notamment droit de participer aux élections—de voter et d'être candidat—selon le système du suffrage universel et égal, droit de prendre part au gouvernement ainsi qu'à la direction des affaires publiques, à tous les échelons, et droit d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques;

d) Autres droits civils, notamment:

I) Droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat;

II) Droit de quitter tout pays, y compris lesien, et de revenir dans son pays;

III) Droit à une nationalité;

IV) Droit de se marier et de choisir son conjoint;

V) Droit de toute personne, aussi bien seule qu'en association, à la propriété;

VI) Droit d'hériter;

VII) Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion;

VIII) Droit à la liberté d'opinion et d'expression;

IX) Droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques;

e) Droits économiques, sociaux et culturels, notamment:

I) Droits au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, à la protection contre le chômage, à un salaire égal pour un travail égal, à une rémunération équitable et satisfaisante;

II) Droit de fonder des syndicats et de s'affilier à des syndicats;

III) Droit au logement;

IV) Droit à la santé, aux soins médicaux, à la sécurité sociale et aux services sociaux;

V) Droit à l'éducation et à la formation professionnelle;

VI) Droit de prendre part, dans des conditions d'égalité, aux activités culturelles;

f) Droit d'accès à tous lieux et services destinés à l'usage du public, tels que moyens de transport, hôtels, restaurants, cafés, spectacles et parcs

Article 6

Les Etats parties assureront à toute personne soumise à leur juridiction une protection et une voie de recours effectives, devant les tribunaux nationaux et autres organismes d'Etat compétents, contre tous actes de discrimination raciale qui, contrairement à la présente Convention, violeraient ses droits individuels et ses libertés fondamentales, ainsi que le droit de demander à ces tribunaux satisfaction ou réparation juste et adéquate pour tout dommage dont elle pourrait être victime par suite d'une telle discrimination.

Article 7

Les Etats parties s'engagent à prendre des mesures immédiates et efficaces, notamment dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et de l'information, pour lutter contre les préjugés conduisant à la discrimination raciale et favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre nations et groupes raciaux ou ethniques, ainsi que pour promouvoir les buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la présente Convention.

DEUXIEME PARTIE

Article 8

1. Il est constitué un Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (ci - après dénommé le Comité) composé de dix - huit experts connus pour leur haute moralité et leur impartialité, qui sont élus par les Etats parties parmi leurs ressortissants et qui siègent à titre individuel, compte tenu d'une répartition géographique équitable et de la représentation des différentes formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

2. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les Etats parties. Chaque Etat partie peut désigner un candidat choisi parmi ses ressortissants.

3. La première élection aura lieu six mois après la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Trois mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies envoie une lettre aux Etats parties pour les inviter à présenter leurs candidatures dans un délai de deux mois. Le Secrétaire général dresse une liste par ordre alphabétique de tous les candidats ainsi désignés, avec indication des Etats parties qui les ont désignés, et la communique aux Etats parties.

4. Les membres du Comité sont élus au cours d'une réunion des Etats parties convoqués par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies. A cette réunion, où le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties présents et votants.

5. a) Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Toutefois, le mandat de neuf des membres élus lors de la première élection prendra fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, le nom de ces neuf membres sera tiré au sort par le Président du Comité.

b) Pour remplir les vacances fortuites, l'Etat partie dont l'expert a cessé d'exercer ses fonctions de membre du Comité nommera un autre expert parmi ses ressortissants, sous réserve de l'approbation du Comité.

6. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour la période où ceux-ci s'acquittent de fonctions au Comité.

Article 9

1. Les Etats parties s'engagent à présenter au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour examen par le Comité, un rapport sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre qu'ils ont arrêtées et qui donnent effet aux dispositions de la présente Convention : a) dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, pour chaque Etat intéressé en ce qui le concerne et b) par la suite, tous les deux ans et en outre chaque fois que le Comité en fera la demande. Le Comité peut demander des renseignements complémentaires aux Etats parties.

2. Le Comité soumet chaque année à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un rapport sur ses activités et peut faire des suggestions et des recommandations d'ordre général fondées sur l'examen des rapports et des renseignements reçus des Etats parties. Il porte ces suggestions et recommandations d'ordre général à la connaissance de l'Assemblée générale avec, le cas échéant, les observations des Etats parties.

Article 10

1. Le Comité adopte son règlement intérieur.
2. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans.
3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assure le secrétariat du Comité.
4. Le Comité tient normalement ses réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

Article 11

1. Si un Etat partie estime qu'un autre Etat également partie n'applique pas les dispositions de la présente Convention, il peut appeler l'attention du Comité sur la question. Le Comité transmet alors la communication à l'Etat partie intéressé. Dans un délai de trois mois, l'Etat destinataire soumet au Comité des explications ou déclarations écrites éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qui peuvent avoir été prises par ledit Etat pour remédier à la situation.

2. Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats, par voie de négociations bilatérales ou par toute autre procédure qui serait à leur disposition, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre à nouveau au Comité en adressant une notification au Comité ainsi qu'à l'autre Etat intéressé.

3. Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise conformément au paragraphe 2 du présent article qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés ou épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables.

4. Dans toute affaire qui lui est soumise, le Comité peut demander aux Etats parties en présence de lui fournir tout renseignement complémentaire pertinent.

5. Lorsque le Comité examine une question en application du présent article, les Etats parties intéressés ont le droit de désigner un représentant qui participera

sans droit de vote aux travaux du Comité pendant toute la durée des débats.

Article 12

1.a) Une fois que le Comité a obtenu et dépouillé tous les renseignements qu'il juge nécessaires, le Président désigne une Commission de conciliation ad hoc (ci-après dénommée la Commission) composée de cinq personnes qui peuvent ou non être membres du Comité. Les membres en sont désignés avec l'assentiment entier et unanime des parties au différend et la Commission met ses bons offices à la disposition des Etats intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect de la présente Convention.

b) Si les Etats parties au différend ne parviennent pas à une entente sur tout ou partie de la composition de la Commission dans un délai de trois mois, les membres de la Commission qui n'ont pas l'assentiment des Etats parties au différend sont élus au scrutin secret parmi les membres du Comité, à la majorité des deux tiers des membres du Comité.

2. Les membres de la Commission siègent à titre individuel. Ils ne doivent pas être ressortissants de l'un des Etats parties au différend ni d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

3. La Commission élit son Président et adopte son règlement intérieur.

4. La Commission tient normalement ses réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou en tout autre lieu approprié que déterminera la Commission.

2. Le secrétariat prévu au paragraphe 3 de l'article 10 de la présente Convention prête également ses services à la Commission chaque fois qu'un différend entre des Etats parties entraîne la constitution de la Commission.

6. Toutes les dépenses des membres de la Commission sont réparties également entre les Etats parties au différend, sur la base d'un état estimatif établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

7. Le Secrétaire général sera habilité, si besoin est, à défrayer les membres de la Commission de leurs dépenses, avant que le remboursement en ait été effectué par les Etats parties au différend conformément au paragraphe 6 du présent article.

8. Les renseignements obtenus et dépouillés par le Comité sont mis à la disposition de la Commission, et la Commission peut demander aux Etats intéressés de lui fournir tout renseignement complémentaire pertinent.

Article 13.

1. Après avoir étudié la question sous tous ses aspects, la Commission prépare et soumet au Président du Comité un rapport contenant ses conclusions sur toutes les questions de fait relatives au litige entre les parties et renfermant les recommandations qu'elle juge opportunes en vue de parvenir à un règlement amiable du différend.

2. Le Président du Comité transmet le rapport de la Commission à chacun des Etats parties au différend. Lesdits Etats font savoir au Président du Comité, dans un délai de trois mois, s'ils acceptent, ou non, les recommandations contenues dans le rapport de la Commission.

3. Une fois expiré le délai prévu au paragraphe 2 du présent article, le Président du Comité communi-

que le rapport de la Commission et les déclarations des Etats parties intéressés aux autres Etats parties à la Convention.

Article 14.

1. Tout Etat partie peut déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications émanant de personnes ou de groupes de personnes relevant de sa juridiction qui se plaignent d'être victimes d'une violation, par ledit Etat partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans la présente Convention. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration.

2. Tout Etat partie qui fait une déclaration conformément au paragraphe 1 du présent article peut créer ou désigner un organisme dans le cadre de son ordre juridique national, qui aura compétence pour recevoir et examiner les pétitions émanant de personnes ou de groupes de personnes relevant de la juridiction dudit Etat qui se plaignent d'être victimes d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans la présente Convention et qui ont épuisé les autres recours locaux disponibles.

3. La déclaration faite conformément au paragraphe 1 du présent article et le nom de tout organisme créé ou désigné conformément au paragraphe 2 du présent article sont déposés par l'Etat partie intéressé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. La déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général, mais ce retrait, n'affecte pas les communications dont le Comité est déjà saisi.

4. L'Organisme créé ou désigné conformément au paragraphe 2 du présent article devra tenir un registre des pétitions et des copies certifiées conformes du registre seront déposées chaque année auprès du Secrétaire général par les voies appropriées, étant entendu que le contenu desdites copies ne sera pas divulgué au public.

5. S'il n'obtient pas satisfaction de l'organisme créé ou désigné conformément au paragraphe 2 du présent article, le pétitionnaire a le droit d'adresser, dans les six mois, une communication à cet effet au Comité.

6. a) Le Comité porte, à titre confidentiel, toute communication qui lui est adressée à l'attention de l'Etat partie qui a prétendument violé l'une quelconque des dispositions de la Convention, mais l'identité de la personne ou des groupes de personnes intéressés ne peut être révélée sans le consentement exprès de ladite personne ou desdits groupes de personnes. Le Comité ne reçoit pas de communications anonymes.

b) Dans les trois mois qui suivent, ledit Etat, soument par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

7. a) Le Comité examine les communications en tenant compte de toutes les informations qui lui sont soumises par l'Etat partie intéressé et par le pétitionnaire. Le Comité n'examinera aucune communication d'un pétitionnaire sans s'être assuré que celui-ci a épuisé tous les recours internes disponibles. Toutefois, cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables.

b) Le Comité adresse ses suggestions et recommandations éventuelles à l'Etat partie intéressé et au pétitionnaire.

8. Le Comité inclut dans son rapport annuel un résumé de ces communications et, le cas échéant, un résumé des explications et déclarations des Etats parties intéressés ainsi que de ses propres suggestions et recommandations.

9. Le Comité n'a compétence pour s'acquitter des fonctions prévues au présent article que si au moins dix Etats parties à la Convention sont liés par des déclarations faites conformément au paragraphe 1 du présent article.

Article 15.

1. En attendant la réalisation des objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, en date du 14 décembre 1960, les dispositions de la présente Convention ne restreignent en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par d'autres instruments internationaux ou par l'Organisation des Nations Unies ou ses institutions spécialisées.

2. a) Le Comité constitué conformément au paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention reçoit copie des pétitions venant des organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent de questions ayant un rapport direct avec les principes et les objectifs de la présente Convention, et exprime une opinion et fait des recommandations au sujet des pétitions reçues lors de l'examen des pétitions émanant des habitants de territoires sous tutelle ou non autonomes ou de tout autre territoire auquel s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et ayant trait à des questions visées par la présente Convention, dont sont saisis lesdits organes.

b) Le Comité reçoit des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies copie des rapports concernant les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre intéressant directement les principes et objectifs de la présente Convention que les puissances administrantes ont appliquées dans les territoires mentionnés à l'alinéa a du présent paragraphe et exprime des avis et fait des recommandations à ces organes.

3. Le Comité inclut dans ses rapports à l'Assemblée générale un résumé des pétitions et des rapports qu'il a reçus d'organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les expressions d'opinion et les recommandations qu'ont appelées de sa part lesdites pétitions et rapports.

4. Le Comité prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui fournir tous renseignements ayant trait aux objectifs de la présente Convention, dont celui-ci dispose au sujet des territoires mentionnés à l'alinéa a du paragraphe 2 du présent article.

Article 16.

Les dispositions de la présente Convention concernant les mesures à prendre pour régler un différend ou liquider une plainte s'appliquent sans préjudice des autres procédures de règlement des différends ou de liquidation des plaintes en matière de discrimination prévues dans des instruments constitutifs de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées ou dans des conventions adoptées par ces organisations, et n'empêchent pas les Etats parties de recourir à d'autres procédures pour le règlement d'un différend conformément aux accords internationaux généraux ou spéciaux qui les lient.

TROISIEME PARTIE

Article 17.

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations

Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées, de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir partie à la présente Convention.

2. La présente Convention est sujette à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 18.

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat visé au paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 19.

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-septième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-septième instrument de ratification ou d'adhésion, ladite Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 20.

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies recevra et communiquera à tous les Etats qui sont ou qui peuvent devenir parties à la présente Convention le texte des réserves qui auront été faites au moment de la ratification ou de l'adhésion. Tout Etat qui élève des objections contre la réserve avisera le Secrétaire général, dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de ladite communication, qu'il n'accepte pas ladite réserve.

2. Aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la présente Convention ne sera autorisée non plus qu'aucune réserve qui aurait pour effet de paralyser le fonctionnement de l'un quelconque des organes créés par la Convention. Une réserve sera considérée comme rentrant dans les catégories définies ci-dessus si les deux tiers au moins des Etats parties à la Convention élèvent des objections

3. Les réserves peuvent être retirées à tout moment par voie de notification adressée au Secrétaire général. La notification prendra effet à la date de réception.

Article 21

Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation portera effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article 22

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou au moyen des procédures expressément prévues par ladite Convention, sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de justice pour qu'elle statue à son sujet, à moins que les parties au différend ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article 23

1. Tout Etat partie peut formuler à tout moment une demande de révision de la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies statuera sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article 24

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 17 de la présente Convention :

a) Des signatures apposées à la présente Convention et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 17 et 18 ;

b) De la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 19 ;

c) Des communications et déclarations reçues conformément aux articles 14, 20 et 23 ;

d) Des dénonciations notifiées conformément à l'article 21.

Article 25

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les Etats appartenant à l'une quelconque des catégories mentionnées au paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York, le sept mars mil neuf cent soixante six

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΚΑΤΑΡΤΗΣΕΩΣ ΠΑΣΗΣ ΜΟΡΦΗΣ ΦΥΛΕΤΙΚΩΝ ΔΙΑΚΡΙΣΕΩΝ

Τὰ συμμετέχοντα εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν κράτη:

Ἐχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ὁ Καταστατικὸς Χάρτης τῶν Ἠνωμένων Ἑθνῶν βασίζεται ἐπὶ τῶν ἀρχῶν ἀξιοπρεπειᾶς καὶ ἰσότητος ἐνυπαρχούσης εἰς πάντα τὰ ἀνθρώπινα ὄντα καὶ ὅτι πάντα τὰ Κράτη Μέλη ἀνέλαβον τὴν ὑποχρέωσιν, τῶσον ἀπὸ κοινοῦ ὅσον καὶ κεχωρισμένης δράσεως, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Ὄργανισμοῦ μὲ τὸν σκοπὸν πρὸς ἐπίτευξιν ἐνὸς τῶν σκοπῶν τῶν Ἠνωμένων Ἑθνῶν, ἧτοι: τῆς ἀναπτύξεως καὶ ἐνθαρρύνσεως τοῦ παγκοσμίου σεβασμοῦ καὶ τηρήσεως τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν πάντων, ἄνευ διακρίσεως φυλῆς, φύλου, γλώσσης καὶ θρησκείας.

Ἐχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ διεθνὴς Διηλώσις τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου διακηρύσσει ὅτι πάντα τὰ ἀνθρώπινα ὄντα γεννῶνται ἐλεύθερα καὶ ἴσα εἰς ἀξιοπρέπειαν καὶ δικαιώματα καὶ ὅτι ἕκαστος δικαιούται νὰ ἀπολαμβάνῃ πάντων τῶν ἐν αὐτῇ ἀναγραφόμενων δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως, ἰδίως φυλετικῆς, χρώματος καὶ ἐθνικῆς προελεύσεως.

Ἐχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι πάντες οἱ ἄνθρωποι εἶναι ἴσοι ἀπέναντι τοῦ Νόμου καὶ δικαιούνται ἴσης προστασίας τοῦ Νόμου κατὰ πάσης διακρίσεως καὶ κατὰ πάσης κατοτρύνσεως πρὸς διάκρισιν.

Ἐχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ Ἠνωμένα Ἐθνη κατεδίκασαν τὴν ἀποικιοκρατίαν καὶ τὰς συνδεδεμένας πρὸς αὐτὴν μεθόδους ἀπομονώσεως καὶ διακρίσεως ὑφ' οἰονδήποτε μορφῆν καὶ ὅπουδήποτε καὶ ἂν ὑφίστανται καὶ ὅτι ἡ Δῆλωση περὶ ἀποδόσεως τῆς ἀνεξαρτησίας εἰς Ἀποικιακὰς χώρας καὶ λαοὺς τῆς 14ης Δεκεμβρίου 1960 (ἀπόφασις ἀριθ. 1514) XV τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως) ἐπεβεβαίωσε καὶ πανηγυρικῶς διεκήρυξε τὴν ἀνάγκην ὅπως τεθῆ ταχέως καὶ ἀνευ ὄρων τέλος εἰς αὐτάς.

Ἐχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Δῆλωση τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν περὶ καταργήσεως πάσης μορφῆς φυλετικῆς διακρίσεως, τῆς 20ης Νοεμβρίου 1963 (ἀπόφασις 1904) XVIII τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως) ἐπιβεβαίωσεν πανηγυρικῶς τὴν ἀνάγκην καταργήσεως ταχέως πάσης μορφῆς καὶ πάσης ἐκδηλώσεως φυλετικῆς διακρίσεως εἰς πάντα τὰ μέρη τοῦ κόσμου καὶ ἐξασφαλίσεως κατανοήσεως καὶ, σεβασμοῦ τῆς ἀξιοπρεπειᾶς τοῦ ἀνθρώπινου προσώπου.

Πεποιθότα ὅτι πᾶσα περὶ ἀνωτερότητος δοξασία βασιζομένη ἐπὶ τῆς φυλετικῆς διαφοροποιήσεως τυγχάνει ἐπιστημονικῶς σφαλερά, ἠθικῶς καταδικαστέα, κοινωνικῶς ἀδίκος καὶ ἐπικίνδυνος καὶ ὅτι οὐδεμία δικαιολογία τῆς φυλετικῆς διακρίσεως ὑπάρχει, τόσον ἐν τῇ θεωρίᾳ ὅσον καὶ ἐν τῇ πράξει, ὅπουδήποτε.

Ἐπανειβεβαιοῦνται ὅτι ἡ διάκρισις μεταξὺ ἀνθρωπίνων ὄντων λόγῳ φυλῆς, χρώματος ἢ ἐθνικῆς προελεύσεως ἀποτελεῖ ἐμπόδιον διὰ τὰς φιλικὰς καὶ εἰρηνικὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν ἐθνῶν καὶ ὅτι εἶναι ἱκανὴ νὰ διαταράξῃ τὴν μεταξὺ τῶν ἐθνῶν εἰρήνην καὶ ἀσφάλειαν καὶ τὴν ἀρμονίαν συμβιώσεως παρὰ τὸ πλευρὸν τοῦ ἄλλου προσώπων ἀκόμη ἐν μιᾷ καὶ τῇ αὐτῇ Χώρᾳ.

Πεποιθότα ὅτι ἡ ὑπαρξίς φυλετικῶν φραγμῶν ἀντίκειται πρὸς τὰ ἰδεώδη πάσης ἀνθρωπίνης κοινωνίας.

Θορυβθέντα ἀπὸ ἐκδηλώσεις φυλετικῆς διακρίσεως ὑφισταμένας εἰσέτι εἰς ὠρισμένας περιοχὰς τοῦ κόσμου, ὑπὸ πολιτικῆς κυβερνήσεως βασιζομένης ἐπὶ τῆς φυλετικῆς ἀνωτερότητος ἢ τοῦ μίσους, ὡς εἶναι ἡ πολιτικῆς τῆς APARTHEID, ἀπομονώσεως ἢ χωρισμοῦ.

Ἀποφασισμένα ὅπως υἰοθετήσωσι πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ταχυτάτην κατάργησιν τῆς φυλετικῆς διακρίσεως ὑπὸ πάσας αὐτῆς τὰς μορφὰς καὶ ἐκδηλώσεις καὶ ὅπως ἐμποδίσωσι καὶ καταπολεμήσωσι φυλετικὰς δοξασίας καὶ μεθόδους πρὸς ἐνθάρρυνσιν τῆς μεταξὺ τῶν φυλῶν κατανοήσεως καὶ τὴν ἐγκαθίδρυσιν διεθνούς κοινότητος ἀπηλλαγμένης πάσης μορφῆς φυλετικῆς ἀπομονώσεως καὶ φυλετικῆς διακρίσεως.

Ἐχοντα κατὰ νοῦν τὴν περὶ Διακρίσεως Σύμβασιν ἐργασίας καὶ ἐπαγγέλματος καθιερωθεῖσαν ὑπὸ τῆς Διεθνούς Ὀργανώσεως Ἐργασίας τοῦ 1958 καὶ τὴν Σύμβασιν κατὰ τῶν διακρίσεων ἐν τῇ Παιδείᾳ τὴν υἰοθετηθεῖσαν ὑπὸ τῆς Ἐκπαιδευτικῆς, Ἐπιστημονικῆς καὶ Μορφωτικῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν κατὰ τὸ ἔτος 1960.

Ἐπιθυμοῦντα ὅπως πραγματοποιήσωσι τὰς ἀρχὰς περὶ ὧν ἡ Δῆλωση τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἐπὶ τῆς καταργήσεως πάσης μορφῆς φυλετικῆς διακρίσεως καὶ ἐξασφαλίσωσι τὸ δυνατόν ταχύτερον τὴν παραδοχὴν πρακτικῶν μέτρων δι' ἐπιτεῦξιν τοῦ σκοποῦ τούτου.

Συμφώνησαν τὰ κάτωθι:

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Ἄρθρον 1.

1. Ἐν τῇ παρουσίᾳ Συμβάσει ὁ ὅρος φυλετικῆς διακρίσεως ἔννοεῖ πᾶσαν διάκρισιν, ἐξαιρέσιν, παρεμπόδισιν ἢ προτίμησιν βασιζομένην ἐπὶ τῆς φυλῆς, τοῦ χρώματος, τῆς καταγωγῆς ἢ τῆς ἐθνικῆς ἢ ἐθνολογικῆς προελεύσεως μετὰ τὸν σκοπὸν ἢ ἀποτέλεσμα ἐκμηδενίσεως ἢ διακινδυνεύσεως τῆς ἀναγνώσεως, ἀπολαύσεως ἢ ἀσκήσεως, ὑπὸ ἔρους ἰσότητος, τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν εἰς τὸν πολιτικόν, οικονομικόν, κοινωνικόν, μορφωτικόν ἢ οἰονδήποτε ἄλλον τομέα τοῦ δημοσίου βίου.

2. Ἡ παρούσα Σύμβασις δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν προκειμένου περὶ διακρίσεων, ἐξαιρέσεων, παρεμπόδισιν ἢ προτιμήσεων

γενόμενων ὑπὸ Κράτους Μέλους συμμετέχοντος εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν μεταξὺ τῶν ὑπῆκόων καὶ μὴ ὑπῆκόων αὐτοῦ.

3. Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρουσῆς Συμβάσεως θὰ δύναται νὰ ἐρμηνευθῆ ὡς ἐπηρεάζουσα καθ' οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς νομοθεσίας τῶν Κρατῶν Μελῶν συμμετεχόντων εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἀφορώσας τὴν ἐθνικότητα, πολιτικὰ δικαιώματα ἢ πολιτογράφησιν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως αἱ διατάξεις αὐταὶ μὴ ἀποτελῶσι διάκρισιν ἐν σχέσει πρὸς ὠριμένην ἐθνικότητα.

4. Τὰ εἰδικὰ μέτρα τὰ λαμβανόμενα μετὰ τὸν μοναδικὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως τῆς προόδου ὠρισμένων φυλετικῶν ἢ ἐθνολογικῶν ομάδων ἢ ἀτόμων ἐχόντων ἀνάγκην τῆς τυχόν ἀπαιτουμένης προστασίας παρεχούσης εἰς τὰς ἐν λόγω ομάδας ἢ τὰ ἄτομα ἴσην ἀπόλαυσιν ἢ ἀσκήσιν τῶν ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων ἢ θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν, δὲν θέλουσιν ἐρμηνευθῆ ὡς ἀποτελοῦντα φυλετικὴν διάκρισιν, ὑπὸ τὸν ὅρον ἐν τούτοις ὅτι: τὰ τοιαῦτα μέτρα δὲν θὰ ἔχωσιν ὡς συνέπειαν τὴν διατήρησιν εἰδικῶν δικαιωμάτων διὰ τὰς φυλετικὰς ομάδας διαφόρων καὶ ὅτι δὲν θέλουσι διατηρηθῆ ἐν ἰσχύϊ ἐφόσον ἤθελον ἐπιτευχθῆ οἱ ἐπιδιωκόμενοι ἀντικειμενικοὶ σκοποὶ.

Ἄρθρον 2.

1. Τὰ Κράτη Μέλῃ καταδικάζουσι τὴν φυλετικὴν διάκρισιν καὶ ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἀκολουθήσωσι, διὰ παντὸς καταλλήλου μέσου καὶ ἀνευ χρονοτριβῆς, πολιτικὴν τείνουσαν εἰς τὴν ἐξάλειψιν πάσης μορφῆς φυλετικῆς διακρίσεως καὶ ὅπως εὐνοήσωσι τὴν μεταξὺ πασῶν τῶν φυλῶν συνεννόησιν καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τούτον:

α) Ἐκαστον Κράτος Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως μὴ προβῆ εἰς οἰονδήποτε πρᾶξιν ἢ ἐνέργειαν φυλετικῆς διακρίσεως ἐναντι προσώπων, ομάδων προσώπων ἢ ἰδρυμάτων καὶ ὅπως φροντίσῃ ἵνα πᾶσαι αἱ δημόσιαι Ἀρχαὶ καὶ τὰ δημοσία ἰδρύματα, ἐθνικὰ καὶ τοπικὰ, ἐνεργῶσι συμφῶνως πρὸς τὴν ὑποχρέωσιν ταύτην.

β) Ἐκαστον Κράτος Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως μὴ ἐνθαρρύνῃ, προστατεύῃ ἢ υποθάλπῃ φυλετικὴν διάκρισιν διενεργουμένην ὑφ' οἰονδήποτε προσώπου ἢ ὀργανώσεως.

γ) Ἐκαστον Κράτος Μέλος ὀφείλει νὰ προβῆ εἰς τὴν λήψιν θρασυτικῶν μέτρων πρὸς ἀναθέωρησιν κυβερνητικῆς, ἐθνικῆς καὶ τοπικῆς πολιτικῆς καὶ πρὸς τροποποίησιν, κατάργησιν ἢ ἀκύρωσιν παντὸς νόμου ἢ διατάξεως κανονισμοῦ ἀποσκοπούμενων εἰς τὴν δημιουργίαν φυλετικῆς διακρίσεως ἢ τὴν διαίτησιν ταύτης ἐκεῖ ἐνθα ὑπάρχει.

δ) Ἐκαστον Κράτος Μέλος ὀφείλει ὅπως, διὰ παντὸς καταλλήλου μέσου, περιλαμβανομένων ἐὰν αἱ περιστάσεις ἤθελον ἀπαιτήσωσι τούτο καὶ νομοθετικῶν μέτρων, ἀπαγορεύτῃ καὶ δώσῃ τέλος εἰς φυλετικὴν διάκρισιν ἐνεργουμένην ὑπὸ προσώπων, ομάδων ἢ ὀργανώσεων.

ε) Ἐκαστον Κράτος Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐνδεχομένης ἐνθαρρύνῃ τὰς ὀργανώσεις καὶ τὰ ὀλοκληρωτικὰ πολυφυλετικὰ κινήματα καὶ τὰ ἄλλα κατάλληλα μέσα πρὸς κατάργησιν τῶν μεταξὺ τῶν φυλῶν φραγμῶν καὶ ὅπως ἀποθαρρύνῃ πᾶν ὅτι τείνῃ εἰς τὴν ἐνίσχυσιν τῆς φυλετικῆς διαίρεσεως.

2. Τὰ Κράτη Μέλῃ θέλουσι προβῆ, ἐφόσον τούτο ἤθελον ἀπαιτηθῆ ἐκ τῶν περιστάσεων, εἰς τὸν κοινωνικόν, οικονομικόν, μορφωτικόν καὶ ἄλλους τομείς, εἰς τὴν λήψιν εἰδικῶν καὶ συγκεκριμένων μέτρων πρὸς ἐξασφάλισιν ἐπαρκῶς ἀναπτύξεως καὶ προστασίας ἐνίων φυλετικῶν ομάδων ἢ ἀτόμων ἀνηκόντων εἰς αὐτάς, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως ὑπὲρ αὐτῶν πλήρους καὶ ἴσης ἀπολαύσεως τῶν ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων καὶ θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν. Τὰ μέτρα ταῦτα ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θὰ συνεπάγονται τὴν διατήρησιν ἀνίσων ἢ χωριστῶν δικαιωμάτων διὰ τὰς διαφόρους φυλετικὰς ομάδας ἐφόσον ἤθελον ἐπιτευχθῆ οἱ ἀντικειμενικοὶ σκοποὶ δι' οὓς ταῦτα ἐλήφθησαν.

Ἄρθρον 3.

Τὰ Κράτη Μέλῃ ἰδιαιτέρως καταδικάζουσι τὴν φυλετικὴν ἀπομόνωσιν καὶ APARTHEID καὶ ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν παρεμποδίσεως, ἀπαγορεύσεως καὶ ἐκρίζωσεως πάσης μεθόδου ταιχύτης φύσεως διενεργουμένης εἰς τὰ ἐδάφη τῆς δικαιοδοσίας των.

"Άρθρον 4.

Τὰ Κράτη Μέλη καταδικάζουσι πᾶσαν προπαγανδιστικὴν ἐνεργεσίαν καὶ πᾶσας τὰς ὀργανώσεις αἰτινες βασιζονται ἐπὶ ἰδεῶν ἢ θεωριῶν περὶ ἀνωτερότητος μιᾶς φυλῆς ἢ ομάδος προσώπων ἐνὸς χρώματος ἢ ἐθνολογικῆς προελεύσεως ἢ αἰτινες προπαθοῦσι νὰ δικαιολογήσωσιν ἢ προάγωσι τὸ φυλετικὸν μῖτος καὶ πάσης μορφῆς διάκρισιν, καὶ ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐφαρμόσωσιν ἄμεσα καὶ θετικὰ μέτρα ἐνδεδιγμένα διὰ τὴν ἐξάλειψιν πάσης παροτρύνσεως ἢ ἐνεργειῶν πρὸς τοιαύτην διάκρισιν καί, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τηρουμένων τῶν ἀρχῶν τῶν ἐνωσματομένων εἰς τὴν Παγκόσμιον Δῆλωσιν τῶν Ἀνθρώπινων Δικαιωμάτων καὶ τῶν δικαιωμάτων ἕτινα ρητῶς ἐκτίθενται εἰς τὸ ὄν ἄρθρον τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅπως μεταξὺ ἄλλων :

α) Δηλώσωσι κολάσιμον κατὰ νόμον παράβασιν, πᾶσαν διάθεσιν ἰδεῶν βασιζομένων ἐπὶ τῆς φυλετικῆς ἀνωτερότητος καὶ μίσους, παρότρυνσιν πρὸς φυλετικὴν διάκρισιν, ὡς καὶ πράξεις βίας ἢ παρότρυνσιν πρὸς διάπραξιν τοιούτων πράξεων ἐναντίον οἰασδήποτε φυλῆς, ἢ ομάδος προσώπων ἄλλου χρώματος ἢ ἐθνολογικῆς προελεύσεως καὶ ἐπίσης τὴν χορήγησιν πάσης βοήθειας διὰ φυλετικῆς δραστηριότητος, περιλαμβανομένης καὶ τῆς χρηματοδοτήσεως αὐτῶν.

β) Δηλώσωσι τὰς παρανόμους ὀργανώσεις καὶ ἀπαγορεύσωσι τὰς ὀργανώσεις ταύτας ὡς καὶ τὰς δραστηριότητας ὀργανωμένης προπαγάνδας καὶ πάντα ἄλλον τύπον προπαγανδιστικῆς δραστηριότητος αἰτινες παρότρυνουσιν εἰς τὴν φυλετικὴν διάκρισιν καὶ αἰτινες ἐνθαρρύνουσιν αὐτὴν καὶ ὅπως δηλώσωσιν ὡς ὑπὸ τοῦ νόμου κολάσιμον ἄδίκημα τὴν συμμετοχὴν εἰς τοιαύτας ὀργανώσεις ἢ τοιαύτας δραστηριότητας.

γ) Ὅπως μὴ ἐπιτρέπωσιν εἰς τὰς δημοσίας Ἀρχὰς οὐδὲ εἰς τὰ δημόσια ἰδρύματα, ἐθνικὰ ἢ τοπικά, τὴν παρότρυνσιν πρὸς φυλετικὴν διάκρισιν ἢ ἐνθάρρυνσιν αὐτῆς.

"Άρθρον 5.

Συμφώνως πρὸς τὰς δεμελιώδεις ὑποχρεώσεις τὰς ἀναγραφόμενας εἰς τὸ 2ον ἄρθρον τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ Κράτη Μέλη ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν ἀπαγορεύσεως καὶ ἐξαλείψεως τῆς φυλετικῆς διακρίσεως ὑπὸ πάσης αὐτῆς τὰς μορφᾶς καὶ ὅπως ἐγγυηθῶσι τὸ δικαίωμα ἐκάστου ἰσότητος ἐνώπιον τοῦ Νόμου ἀνευ διακρίσεως φυλῆς, χρώματος ἢ ἐθνικῆς ἢ ἐθνολογικῆς προελεύσεως κυρίως καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀπόλαυσιν τῶν κάτωθι δικαιωμάτων:

α) Τοῦ δικαιώματος ἴσης μεταχειρίσεως ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων καὶ παντὸς ἄλλου ὀργάνου διοικήσεως τῆς Δικαιοσύνης.

β) Τοῦ δικαιώματος προσωπικῆς ἀσφαλείας καὶ προστασίας ὑπὸ τοῦ Κράτους κατὰ τῆς εἰσπραγίας καὶ σωματικῆς βλάβης ἐκ μέρους εἴτε κρατικῶν ἀξιωματοῦχων ἢ ἐκ μέρους παντὸς ἀτόμου, ομάδος ἢ ἰδρύματος.

γ) Τῶν πολιτικῶν δικαιωμάτων, ἰδίᾳ τοῦ δικαιώματος συμμετοχῆς εἰς ἐκλογὰς—τοῦ ψηφίζεσθαι καὶ ψηφίζεσθαι—κατὰ τὸ παγκοσμίως ἰσχύον ἐν ἰσότητι ἐκλογικὸν σύστημα τοῦ δικαιώματος συμμετοχῆς εἰς τὴν κυβέρνησιν ὡς καὶ τῆς διαχειρίσεως τῶν δημοσίων ὑποθέσεων ἐπὶ παντὸς ἐπιπέδου καὶ τοῦ δικαιώματος τῆς, ἐπὶ ἴσοις ὄροις, εὐπροσπίτου ἀνόθου εἰς τὰ δημόσια λειτουργήματα.

δ) Ἐτέρων πολιτικῶν δικαιωμάτων, ἰδίως:

(I) Τοῦ δικαιώματος ἐλευθερίας κινήσεως καὶ διαμονῆς ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ Κράτους.

(II) Τοῦ δικαιώματος ἀναχωρήσεως ἐξ οἰασδήποτε χώρας, περιλαμβανομένης καὶ τῆς ἰδίας ἐκάστου χώρας καὶ τῆς ἐπιστροφῆς εἰς αὐτήν.

(III) Τοῦ δικαιώματος ἐθνικότητος.

(IV) Τοῦ δικαιώματος συνάψεως γάμου καὶ ἐκλογῆς τοῦ ἢ τῆς συμβίας.

(V) Τοῦ δικαιώματος διακατοχῆς περιουσίας τόσον ἀτομικῶς ὅσον καὶ συνεταιρικῶς μετ' ἄλλων.

(VI) Τοῦ δικαιώματος τοῦ κληρονομεῖν.

VII) Τοῦ δικαιώματος ἐλευθερίας τῆς σκέψεως, συνειδήσεως καὶ θρησκείας.

(VIII) Τοῦ δικαιώματος ἐλευθερίας γνώμης καὶ ἐκφράσεως.

(IX) Τοῦ δικαιώματος ἐλευθερίας τοῦ συνέρχεσθαι καὶ συνεταιρίζεσθαι εἰρηνικῶς.

ε) Τῶν οικονομικῶν, κοινωνικῶν καὶ μορφωτικῶν δικαιωμάτων καὶ ἰδίως:

(I) Τοῦ δικαιώματος ἐργασίας, ἐλευθερίας ἐκλογῆς τοῦ ἐπαγγέλματος, τοῦ δικαιώματος δικαίων καὶ ἱκανοποιητικῶν ὄρων ἐργασίας, τοῦ δικαιώματος προστασίας κατὰ τῆς ἀνεργίας, τοῦ δικαιώματος ἴσης πληρωμῆς δι' ἴσην ἐργασίαν, τοῦ δικαιώματος δικαίας καὶ ἱκανοποιητικῆς ἀμοιβῆς.

(II) Τοῦ δικαιώματος ἰδρύσεως καὶ συμμετοχῆς εἰς συνδικαλιστικὰς ὀργανώσεις.

(III) Τοῦ δικαιώματος κατοικίας.

(IV) Τοῦ δικαιώματος υγείας, ἱατρικῆς περιθάλψεως, κοινωνικῆς ἀσφαλείσεως καὶ κοινωνικῶν ὑπηρεσιῶν.

(V) Τοῦ δικαιώματος ἐκπαιδεύσεως καὶ ἐπαγγελματικῆς καταρτίσεως.

(VI) Τοῦ δικαιώματος συμμετοχῆς ἐπ' ἴσοις ὄροις εἰς τὰς μορφωτικὰς δραστηριότητας.

στ) Τοῦ δικαιώματος προσελύσεως εἰς οἰονδήποτε τρόπον ἢ ὑπηρεσίαν προοριζομένην διὰ δημοσίαν χρῆσιν, ὡς μεταφορικῶν μέσων, ξενοδοχείων, ἐστιατηρίων, καφεζαχαροπλαστείων, θεάτρων καὶ πάρκων.

"Άρθρον 6.

Τὰ Κράτη Μέλη θέλουσιν ἐξασφαλίσει εἰς πάντας τοὺς ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν των τελούντας, τὴν δέουσαν προστασίαν καὶ ἐνδίκαια μέσα, ἐνώπιον τῶν ἐθνικῶν Δικαστηρίων καὶ παντὸς ἀρμοδίου κρατικοῦ ὀργανισμοῦ, κατὰ πάσης πράξεως φυλετικῆς διακρίσεως ἢ τῆς, ἀντιθέτως πρὸς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἠθέλε παραβιάσει τὰ ἀτομικὰ αὐτῶν δικαιώματα καὶ δεμελιώδεις ἐλευθερίας, ὡς καὶ τὸ δικαίωμα προσφυγῆς εἰς τὰ δικαστήρια πρὸς ἀπόδοσιν δικαίας καὶ, ἐπαρκούς ἱκανοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως, διὰ πᾶσαν ζημίαν ἣν ἠθέλον ὑποστῆ συνεπείᾳ τῆς τοιαύτης διακρίσεως.

"Άρθρον 7.

Τὰ Κράτη Μέλη ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν λήψεως ἀμέσων καὶ ἀποτελεσματικῶν μέτρων ἰδίως εἰς τοὺς τομείς τῆς διδασκαλίας, ἐκπαιδεύσεως, ἐπιμορφώσεως καὶ πληροφοριῶν, πρὸς καταπολέμησιν ἐσφαλμένων προϋποθέσεων, αἰτινες ὠθήγησαν εἰς τὴν φυλετικὴν διάκρισιν καὶ ὅπως εὐνοήσωσι τὴν ἀνάπτυξιν κατανοήσεως, ἀνοχῆς καὶ φιλίας μεταξὺ τῶν ἐθνῶν καὶ φυλετικῶν ἢ ἐθνολογικῶν ομάδων ὡς καὶ διὰ τὴν προώθησιν τῶν σκοπῶν καὶ ἀρχῶν τοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, τῆς παγκοσμίου Δηλώσεως τῶν Ἀνθρώπινων Δικαιωμάτων, τῆς Δηλώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἐπὶ τῆς ἐξαλείψεως πάσης μορφῆς—φυλετικῆς διακρίσεως καὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

"Άρθρον 8.

1. Συνιστᾶται Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν Ἐξάλειψιν τῆς Φυλετικῆς Διακρίσεως (κατατερω ἐν τῇ παρούσῃ καλουμένη ἢ «Ἐπιτροπῇ»), ἀποτελουμένη ἐκ δέκα ὀκτῶ ἐμπειρογνομῶνων, γνωστῶν διὰ τὸ ὑψηλὸν ἠθικὸν καὶ τὴν ἀμεροληψίαν αὐτῶν, ἐκλεγομένων παρὰ τῶν Κρατῶν Μελῶν μεταξὺ τῶν ὑπηκόων των, οἵτινες θέλουσιν ὑπηρετήσει ὑπὸ τὴν ἀτομικὴν των ἰδιότητα, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν δικαίας γεωγραφικῆς κατανομῆς καὶ τῆς ἀντιπροσωπεύσεως διαφόρων μορφῶν πολιτισμοῦ ὡς καὶ ἀντιπροσωπευτικῶν τῶν διαφόρων νομικῶν συστημάτων.

2. Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλεγῆσονται διὰ μυστικῆς ψηφοφορίας βάσει καταλόγου ὑποψηφίων συντασσομένου ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν. Ἐκαστον Κράτος Μέλος δύναται νὰ ὑποδείξῃ ἓνα ὑποψήφιον κατ' ἐκλογὴν μεταξὺ τῶν ὑπηκόων αὐτοῦ.

3. Η πρώτη εκλογή θέλει λάβει χώραν ἐξ μηνῶν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Τρεῖς τοῦλάχιστον μηνῶς πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκάστης ἐκλογῆς, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θέλει ἀπευθύνει ἐπιστολὴν εἰς τὰ Κράτη Μέλη καλῶν αὐτὰ ὅπως ὑποβάλωσι τὰς ὑποψηφιότητάς των ἐντὸς διμήνου προθεσμίας. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει καταρτίσει πίνακα κατ' ἀλφαβητικὴν τάξιν πάντων τῶν οὕτως ὑποδειχθέντων ὑποψηφίων, μετ' ἐνδείξεως ὡς πρὸς τὰ Κράτη Μέλη ἅτινα ὑπέδειξεν αὐτοὺς καὶ κοινοποιεῖ αὐτὸν εἰς τὰ Κράτη Μέλη.

4. Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγονται κατὰ τὴν συνεδρίασιν Συνελεύσεως τῶν Κρατῶν Μελῶν συγκαλουμένης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τὴν ἔδραν τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν. Κατὰ τὴν συνεδρίασιν ταύτην, καθ' ἣν ἀπαιτεῖται ἀπαρτία τῶν δύο τρίτων τῶν Κρατῶν Μελῶν, θέλουσιν ἐκλεγῆ ὡς μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς οἱ λαμβάνοντες τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων καὶ τὴν πλειοψηφίαν τῶν παρόντων καὶ ψηφισάντων ἀντιπροσώπων τῶν Κρατῶν Μελῶν.

5. α) Ἡ θητεία τῶν ἐκλεγέντων μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ὀρίζεται τετραετής. Ἐν τούτοις, ἡ θητεία ἐννέα ἐκ τῶν ἐκλεγησομένων κατὰ τὴν πρώτην ἐκλογὴν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς θέλει λήξει μετὰ πέρασον δύο ἐτῶν. Εὐθὺς ἀμέσως μετὰ τὴν πρώτην ἐκλογὴν τὰ ὀνόματα τῶν ἐννέα τούτων μελῶν θέλουσιν ὀρισθῆ διὰ κληρώσεως ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς.

β) Πρὸς πλήρωσιν τῶν ἐνδεχομένων χηρευουσῶν θέσεων, τὸ Κράτος Μέλος οὗτινος ὁ ἐμπειρογνώμων ἐπυσε κατέχων τὸ ἀξίωμα τοῦ μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς, θέλει διορίσει ἕτερον ἐμπειρογνώμονα ἐκ τῶν ὑπάρχοντων, ὑπὸ τὸν ὄρον ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

6. Τὰ ἐξόδα τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὸ χρονικὸν διάστημα ἐκτελέσεως τῶν παρὰ τῆ Ἐπιτροπῆ καθήκοντων των, θὰ βαρύνωσι τὰ Κράτη Μέλη.

*Ἀρθρον 9.

1. Τὰ Κράτη Μέλη ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ὑποβάλωσι εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν, πρὸς ἐξέτασιν παρὰ τῆς Ἐπιτροπῆς, ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν μέτρων τάξεως νομοθετικῆς, δικαστικῆς, διοικητικῆς ἢ ἄλλης τῶν ληφθέντων πρὸς πραγμάτωσιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως: α) ἐντὸς προθεσμίας ἑτοῦς ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Συμβάσεως δι' ἕκαστον ἐνδιαφερόμενον Κράτος καθ' ὅ,τι ἀφορᾷ αὐτό, καὶ β) ἐν συν-ἐνδιαφερόμενον Κράτος καθ' ὅ,τι ἀφορᾷ αὐτό, καὶ β) ἐν συν-εχεῖα ἀνά διετίαν καὶ ἄλλως ὅποτεν τοῦτο ἤθελε ζητηθῆ παρὰ τῆς Ἐπιτροπῆς. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ζητήσῃ συμπληρωματικὰς πληροφορίας παρὰ τῶν Κρατῶν Μελῶν.

2. Καθ' ἕκαστον ἔτος ἡ Ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, μέσω τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων αὐτῆς καὶ δύναται νὰ κάμῃ ὑποδείξεις καὶ συστάσεις γενικῆς τάξεως βασιζομένης ἐπὶ τῆς ἐξετάσεως τῶν ἐκθέσεων καὶ πληροφοριῶν τῶν παρασχεθεισῶν ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν. Φέρει τὰς ἐν λόγῳ ὑποδείξεις καὶ συστάσεις γενικῆς τάξεως εἰς γνώσιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μετὰ τῶν ἐνδεχομένων παρατηρήσεων τῶν Κρατῶν Μελῶν.

*Ἀρθρον 10.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτῆς Κανονισμόν.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ ὀρίζει τοὺς Ἀξιωματούχους αὐτῆς διὰ διετῆ θητείαν.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὀρίζει τὴν Γραμματείαν τῆς Ἐπιτροπῆς.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τακτικῶς παρὰ τῆ Ἐδρᾶ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

*Ἀρθρον 11.

1. Ἐὰν Κράτος Μέλος ἤθελε κρίνει ὅτι ἕτερον ἐπίσης

Κράτος Μέλος δὲν ἐφαρμόζει τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ ἐπιστήσῃ τὴν προσοχὴν τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου. Τότε ἡ Ἐπιτροπὴ μεταβιβάζει τὴν ἀνακοίνωσιν πρὸς τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος Μέλος. Ἐντὸς τριμήνου προθεσμίας τὸ πρὸς ὃ ἡ μεταβίβασις τῆς ἀνακοίνωσεως Κράτος ὑποβάλλει γραπτῶς εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τὰς ἐπεξηγήσεις ἢ δηλώσεις του πρὸς διευκρίνισιν τοῦ ζητήματος ὑποδεικνύον ἐνδεχομένως τὰ δυνατόν νὰ ληφθῶσι μέτρα ὑπὸ τοῦ ρηθέντος Κράτους πρὸς θεραπείαν τῆς καταστάσεως.

2. Ἐὰν, ἐντὸς προθεσμίας ἐξ μηνῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς ἀρχικῆς ἀνακοίνωσεως ὑπὸ τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται Κράτους, τὸ ζήτημα δὲν ἤθελε διακανονισθῆ ἱκανοποιητικῶς διὰ τὰ δύο Κράτη, διὰ τῆς ὁδοῦ διμερῶν διαπραγματεύσεων ἢ δι' οἰασδήποτε ἐτέρας διαδικασίας ἢν διαθέτουσι, τὸ ἐν ἧ τὸ ἕτερον Κράτος θὰ δικαιούται ὅπως ἐπαναυποβάλλωσι τὸ ζήτημα εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ὡς καὶ εἰς τὸ ἕτερον ἐνδιαφερόμενον Κράτος.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἐπιληφθῆ τοῦ πρὸς αὐτὴν παραπεμφθέντος ζητήματος συμφώνως πρὸς τὴν δευτέραν παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀφοῦ δεβαιωθῆ ὅτι ἅπαντα τὰ διαθέσιμα ἐσωτερικὰ μέσα προσφυγῆς ἐχρησιμοποιήθησαν ἢ ἐξητηλήθησαν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ γενικῶς ἀνεγνωρισμένου διεθνoῦς δικαίου. Ὁ κανὼν οὗτος δὲν ἐφαρμόζεται ἐὰν αἱ διαδικασίαι προσφυγῆς ὑπερβάλλωσι τὰς λογικὰς προθεσμίας.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ, ἐπὶ πάσης ὑποβληθείσης αὐτῇ ὑποθέσεως, δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν Μελῶν ὅπως τῆ ὑποβάλωσι πᾶσαν σχετικὴν συμπληρωματικὴν πληροφορίαν.

5. Ὅταν ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξετάσῃ ζήτημα εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη Μέλη δικαιούται νὰ ὑποδείξωσιν ἀντιπρόσωπόν των ὅστις θὰ λάβῃ μέρος εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς ἀνευ δικαιώματος ψήφου, κατὰ τὴν διάρκειαν συζητήσεως τοῦ ζητήματος.

*Ἀρθρον 12.

1. α) Μετὰ τὴν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς περισυλλογὴν καὶ ἐμπερίστατον ἐξέτασιν πᾶσων τῶν παρ' αὐτῆς κρινόμενων ἀπαραιτήτων πληροφοριῶν, ὁ Πρόεδρος προτείνει τὴν σύστασιν Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς συνδιαλλαγῆς ἐπὶ τούτῳ (AD HOC) — (κατωτέρω καλουμένης ἢ «Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς») ἀποτελουμένης ἐκ πέντε προσώπων μελῶν ἢ μὴ τῆς Ἐπιτροπῆς. Τὰ μέλη τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς διορίζονται τῆ ὁμοφώνῳ συναινέσει τῶν ἀντιδίκων μελῶν καὶ ἡ Ἐξεταστικὴ Ἐπιτροπὴ θέτει τὰς καλὰς τῆς ὑπηρεσίας εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν, πρὸς φιλικὸν διακανονισμόν τοῦ ζητήματος, βασιζόμενον ἐπὶ τοῦ σεβασμοῦ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

β) Ἐὰν τὰ ἐν διενέξει, Κράτη Μέλη δὲν ἤθελον καταλήξει εἰς συνεννόησιν ἐπὶ τοῦ συνόλου ἢ μέρους τῆς συνθέσεως τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς ἐντὸς τριμήνου προθεσμίας, τὰ μέλη τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς τὰ μὴ τυχόντα ἐγκρίσεως ὑπὸ τῶν ἐν διενέξει Κρατῶν Μελῶν θέλουσιν ἐκλεγῆ διὰ μυστικῆς ψηφοφορίας διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

2. Τὰ μέλη τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς ἐνεργοῦσιν ὑπὸ τὴν προσωπικὴν αὐτῶν ιδιότητα. Δὲν ὀφείλουσι νὰ εἶναι ὑπῆκοοι ἐνὸς τῶν ἐν διενέξει Κρατῶν Μελῶν οὐδὲ ὑπῆκοοι Κράτους ὅπερ δὲν συμμετέχει εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

3. Ἡ Ἐξεταστικὴ Ἐπιτροπὴ ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον αὐτῆς καὶ ὀρίζει τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμόν τῆς.

4. Ἡ Ἐξεταστικὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τακτικῶς παρὰ τῆ Ἐδρᾶ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ εἰς οἰονδήποτε ἕτερον κατάλληλον τόπον καθοριζόμενον ὑπὸ τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς.

5. Ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς 3ης παραγράφου τοῦ 10ου ἄρθρου τῆς παρούσης Συμβάσεως Γραμματεία παρέχει ὡσαύτως τὰς ὑπηρεσίας τῆς πρὸς τὴν Ἐξεταστικὴν Ἐπιτροπὴν, ὅποτεν ἀνακύπτουσα διαφορά μεταξὺ τῶν Κρατῶν Μελῶν συνεπάγεται τὴν σύστασιν Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς.

6. Πᾶσαι αἱ δαπάναι τῶν μελῶν τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς κατανέμονται ἐξ ἴσου εἰς ἕκαστον τῶν Κρατῶν Μελῶν ἐν διενέξει, βάσει ἐκτιμητικῆς καταστάσεως συντασσομένης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

7. Εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα θέλει παρασχεθῆ, ἐν ἀνάγκῃ ἢ δυνατότητι πληρωμῆς τῶν ἐξόδων τῶν μελῶν τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς, πρὸ τῆς χρηματοδοτήσεως ὑπὸ τῶν ἐν διενέξει Κρατῶν Μελῶν συμφώνως πρὸς τὴν 1ην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου.

8. Αἱ παρὰ τῆς Ἐπιτροπῆς συλλεγείσασιν καὶ ἐμπεριστατωμένως ἐξετασθεῖσαι πληροφορίαι τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς, καὶ ἡ Ἐξεταστικὴ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν ὅπως τῇ παράσχωσι πᾶσαν συμπληρωματικὴν σχετικὴν πληροφориαν.

Ἄρθρον 13.

1. Κατόπιν μελέτης τοῦ ζητήματος ἀπὸ πάσης αὐτοῦ ἐπιφύσεως, ἡ Ἐξεταστικὴ Ἐπιτροπὴ συντάσσει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Ἐπιτροπῆς ἔκθεσιν περιέχουσαν τὰ συμπεράσματα ἐπὶ πάντων τῶν πραγματικῶν ζητημάτων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν μεταξὺ τῶν Μελῶν διενέξιν καὶ περιλαμβάνουσαν τὰς ἀς αὕτη κρίνει προσφόρους συστάσεις μὲ τὸν σκοπὸν φιλικῶν διακανονισμοῦ τῆς διενέξεως.

2. Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς διαβιβάζει τὴν ἔκθεσιν τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς εἰς ἕκαστον τῶν ἐν διενέξει Κρατῶν Μελῶν. Τὰ ἐν λόγῳ Κράτη γνωστοποιοῦσιν εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐντὸς τριμήνου προθεσμίας, κατὰ πόσον δέχονται ἢ ὄχι, τὰς περιεχομένας εἰς τὴν ἔκθεσιν τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς συστάσεις.

3. Ληξιάσης τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς 2ας παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου προθεσμίας, ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς κοινοποιεῖ τὴν ἔκθεσιν τῆς Ἐξεταστικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τὰς δηλώσεις τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν Μελῶν εἰς τὰ ἄλλα Μέλη Κράτη τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 14.

1. Πᾶν Κράτος Μέλος δύναται νὰ δηλώσῃ ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν ὅτι ἀναγνωρίζει τὴν ἀρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς ὅπως λαμβάνῃ καὶ ἐξετάζῃ ἀνακοινώσεις προερχομένας ἐκ προσώπων ἢ ομάδων προσώπων ὑπαγομένων εἰς τὴν δικαιοδοσίαν αὐτῆς παραπονομένων ὅτι εἶναι θύματα παραβιάσεως ἐκ μέρους τοῦ ρηθέντος Κράτους Μέλους ἐνός τῶν οἰωνδήποτε δικαιωμάτων τῶν ἀναγραφομένων ἐν τῇ παρουσίᾳ Συμβάσει. Ἡ Ἐπιτροπὴ δὲν θέλει παραλάβῃ ἀνακοινώσεις ἐνδιαφερούσας Κράτος Μέλος ὅπερ δὲν ὑπέβαλε τοιαύτην δήλωσιν.

2. Πᾶν Κράτος Μέλος ὑποβάλλων δήλωσιν συμφώνως πρὸς τὴν 1ην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται νὰ προβῇ ἢ ὑποδείξῃ τὴν σύστασιν ὀργανισμοῦ ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐθνικῆς νομικῆς τάξεως ἀρμοδίου ὅπως δέχεται καὶ ἐξετάζῃ τὰς αἰτήσεις ἀτόμων ἢ ομάδων ἀτόμων ὑπαγομένων εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους, παραπονομένων ὅτι εἶναι θύματα παραβιάσεως ἐνός τῶν οἰωνδήποτε δικαιωμάτων τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν καὶ ὅτι ἐξήντησαν πάντα τὰ τοπικῶς διαθέσιμα ἄλλα μέσα προσφυγῆς.

3. Ἡ γενομένη συμφώνως πρὸς τὴν 1ην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου δήλωσις καὶ τὸ ὄνομα τοῦ συσταθέντος ἢ ὑποδειχθέντος ὀργανισμοῦ συμφώνως πρὸς τὴν 2αν παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου κατατίθενται ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους Μέλους παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματέϊ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ὅστις κοινοποιεῖ αὐτὰ ἐν ἀντιγράφῳ πρὸς τὰ ἕτερα Κράτη Μέλη. Ἡ δήλωσις δύναται νὰ ἀποσυρθῇ ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν κατόπιν κοινοποιήσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἀλλ' ἢ τοιαύτη ἀνάκλησις οὐδόλως θέλει ἐπηρεάσει τὰς ἐκκρεμούσας ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς ἀνακοινώσεις.

4. Βιβλίον πρωτοκόλλου τῶν αἰτήσεων θὰ τηρῆται ὑπὸ τοῦ συσταθέντος ἢ ὑποδειχθέντος συμφώνως πρὸς τὴν 2αν παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου ὀργανισμοῦ καὶ ἀκριβῆ ἀντίγραφα ἐκ τοῦ βιβλίου πρωτοκόλλου θὰ κατατίθενται καθ'

ὁδῶν, ἐξυπακουομένου ὅτι τὸ περιεχόμενον τῶν ἐν λόγῳ ἀντιγράφων δὲν θέλει κοινολογηθῆ.

5. Ἐὰν οὐδεμία ἱκανοποίησις δοθῇ ὑπὸ τοῦ συσταθέντος ἢ ὑποδειχθέντος συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὀργανισμοῦ, ὁ αἰτῶν δικαιούται ν' ἀπευθυνθῇ, ἐντὸς ἐξ μηνῶν, εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ὑποβάλλων σχετικὴν πρὸς τοῦτο ἀνακοίνωσιν.

6. α) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐφιστᾷ ἐμπιστευτικῶς τὴν προσοχὴν τοῦ Κράτους Μέλους ὑποτιθεμένου ὅτι παραβιάζει οἰανδήποτε τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐπὶ πάσης ἀνακοινώσεως γενομένης αὐτῇ ἀλλ' ἢ ταυτότητος τοῦ ἀτόμου ἢ τῆς ομάδος ἀτόμων ἐνδιαφερομένων δὲν θέλει ἀποκαλυφθῆ ἀνευ ρητῆς συναιρέσεως αὐτοῦ ἢ αὐτῶν. Οὐδεμία ἀνώνομος ἀνακοίνωσις θέλει γίνεαι δεκτὴ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

β) Ἐντὸς τριμήνου τὸ ἐν λόγῳ Κράτος ὑποβάλλει ἐγγράφως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐπεξηγήσεις ἢ δηλώσεις πρὸς διαλεύκανσιν τοῦ ζητήματος καὶ ὑποδεικνύει ἐνδεχομένως τὰ μέτρα ἅτινα θὰ δύναται νὰ λάβῃ πρὸς ἐπανόρθωσιν τῆς καταστάσεως.

7. α) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξετάζει τὰς ἀνακοινώσεις λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν πάσας τὰς ὑποβληθείσας αὐτῇ ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους Μέλους πληροφориὰς καὶ τὰς ὑπὸ τοῦ αἰτούντος τοιαύτας. Οὐδεμία ἀνακοίνωσις αἰτούντος θέλει ἐξετασθῆ παρὰ τῆς Ἐπιτροπῆς ἐὰν αὕτη δὲν ἤθελεν βεβαιωθῆ ὅτι ὁ αἰτῶν ἐξήντησε πάντα τὰ ἐσωτερικὰ μέσα προσφυγῆς διαθέσιμα αὐτῷ. Ἐν τούτοις ὁ κανὼν οὗτος δὲν θὰ ἔχη εφαρμογὴν ἐὰν αἱ διαδικασίαι προσφυγῆς ὑπερβαίνωσι τὰς λογικὰς προθεσμίας.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ ἀπευθύνῃ τὰς τυχόν ὑποδείξεις καὶ συστάσεις τῆς πρὸς τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος Μέλος ἢ τὸν αἰτούντα.

8. Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ περιλάβῃ εἰς τὴν ἐτήσιαν ἔκθεσιν τῆς συνοπτικὴν σημείωσιν τῶν ἐν λόγῳ ἀνακοινώσεων, καὶ ἐνδεχομένως, συνοπτικὴν σημείωσιν τῶν ἐπεξηγήσεων καὶ δηλώσεων τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν Μελῶν ὡς καὶ τῶν ἰδίων αὐτῆς ὑποδείξεων καὶ συστάσεων.

9. Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ ἔχῃ ἀρμοδιότητα ἐνασχέσεως τῶν καθηκόντων τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ὅταν τοῦλάχιστον δέκα Κράτη Μέλη, συμμετέχοντα εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν δεσμευθῶσι διὰ δηλώσεως συμφώνου πρὸς τὴν 1ην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 15.

1. Ἐν ἀναμονῇ τῆς πραγματοποιήσεως τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῆς Δηλώσεως περὶ Παροχῆς Ἀνεξαρτησίας εἰς Ἀποικιακὰς Χώρας καὶ Λαούς, τῆς περιεχομένης εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 1514 (XV) ἀπόφασιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς 14 Δεκεμβρίου 1960, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως κατ' οὐδένα τρόπον θέλουσι περιορίσει τὸ δικαίωμα αἰτήσεως τὸ παρασχεθῆν εἰς τοὺς ἐν λόγῳ Λαούς δι' ἑτέρων διεθνῶν δημοσίων ἐγγράφων ἢ ὑπὸ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικευμένων ἰδρυμάτων αὐτῶν.

2. α) Ἡ συνιστωμένη συμφώνως πρὸς τὴν 1ην παράγραφον τοῦ 8ου ἄρθρου τῆς παρούσης Συμβάσεως Ἐπιτροπὴ, λαμβάνει ἀντίγραφον τῶν αἰτήσεων τῶν προερχομένων ἐξ ὀργάνων τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἅτινα ἀσχολοῦνται ἐπὶ ζητημάτων ἐχόντων ἄμεσον σχέσιν πρὸς τὰς ἀρχὰς καὶ τοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἐκφράζει γνώμην καὶ προβαίνει εἰς συστάσεις ἐπὶ ληφθεῖσων αἰτήσεων κατὰ τὴν ἐξέτασιν αἰτήσεων προερχομένων ἐκ κατόικων περιφερειῶν διατελουσῶν ὑπὸ κηδεμονίαν καὶ οὐχὶ αὐτονόμων ἢ πάσης ἄλλης περιφερείας εἰς ἣν ἐφαρμόζεται ἡ ἀπόφασις 1514 (XV) τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ σχετιζομένων πρὸς ζητήματα προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, τῶν ὁποίων ἐπωφελοῦνται τὰ ἐν λόγῳ ὄργανα.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ λαμβάνει παρὰ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἀντίγραφον ἐκθέσεων καὶ ἀποφάσεων περὶ τῶν ἐν λόγῳ ἀνακοινώσεων καὶ ἀποφάσεων τῆς δικαστικῆς

διοικητικής ή άλλης ενδιαφέροντα αμέσως τὰς ἀρχὰς καὶ τοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἵνα αἱ διοικοῦσαι δυνάμεις ἐφήρμοσαν εἰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν ὑποπαράγραφον τῆς παρούσης παραγράφου περιοχὰς καὶ ἐκφράζει γνώμην καὶ προβαίνει εἰς συστάσεις πρὸς τὰ ἐν λόγῳ ὄργανα.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ περιλαμβάνει εἰς τὰς πρὸς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἐκθέσεις τῆς συνοπτικῆν σημείωσιν τῶν αἰτήσεων καὶ ἐκθέσεων ἃς ἔλαβε παρὰ τῶν ὀργάνων τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὡς καὶ τῶν ἐκφρασθεισῶν γνωμῶν καὶ συστάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς σχετικῶν πρὸς τὰς ἐν λόγῳ αἰτήσεις καὶ ἐκθέσεις.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ζητήσῃ παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὅπως τῇ παράσχη πᾶσαν πληροφориαν σχεσίῳ ἔχουσαν πρὸς τοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἃς οὗτος διαθέτει ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν περιοχῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τῆς ὑποπαράγραφον α τῆς 2ας παραγράφου τοῦ παρόντος ἀρθρου.

Ἄρθρον 16.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως αἱ ἀφορῶσι τὰ ληπτέα μέτρα πρὸς διακανονισμόν διαφορᾶς ἢ ἐκκαθάρισιν παραπόνων, ἐφαρμόζονται ἄνευ βλάβης ἐτέρων διαδικασιῶν πρὸς διακανονισμόν διενέξεων καὶ παραπόνων ἐπὶ ζητημάτων διακρίσεως τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἰδρυτικὰ ἔγγραφα τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ἐιδικευμένων ἰδρυμάτων αὐτοῦ καὶ εἰς τὰς συμβάσεις ἃς συνήσαν αἱ ἐν λόγῳ ὀργανώσεις καὶ δὲν ἐμποδίζουσι τὰ Κράτη Μέλη ἀπὸ τῆς προσφυγῆς πρὸς ἑτέρας διαδικασίας διὰ τὸν διακανονισμόν διαφορᾶς συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς διεθνεῖς συμφωνίας καὶ τὰς εἰδικὰς τοιαύτας ἰσχύουσας μεταξὺ αὐτῶν.

ΤΡΙΤΟΝ ΜΕΡΟΣ

Ἄρθρον 17.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις προσφέρεται πρὸς ὑπογραφήν παρὰ παντὸς Κράτους Μέλους, τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ μέλους οἰουδήποτε τῶν ἐιδικευμένων ἰδρυμάτων αὐτοῦ, παντὸς Κράτους Μέλους τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Διεθνούς Δικαστηρίου, ὡς καὶ παρὰ παντὸς ἐτέρου Κράτους καλουμένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ὅπως καταστή μῆλος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἡ παρούσα Σύμβασις ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν καὶ τὰ ἔγγραφα τῆς ἐπικυρώσεως θέλουσι κατατεθῆ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 18.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις προσφέρεται διὰ προσχώρησιν παντὸς Κράτους ἐκ τῶν ἀναγεγραμμένων εἰς τὴν 1ην παράγραφον τοῦ 17ου ἀρθρου τῆς Συμβάσεως.

2. Ἡ προσχώρησις συντελεῖται διὰ καταθέσεως δημοσίου ἐγγράφου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 19.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν τοῦ εἰκοστοῦ ἐβδόμου δημοσίου ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' ἕκαστον τῶν Κρατῶν ἅτινα θέλουσιν ἐπικυρώσει τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἢ προσχωρήσει πρὸς αὐτὴν μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ εἰκοστοῦ ἐβδόμου δημοσίου ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἢ ρηθεῖσα Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους τοῦ δημοσίου ἐγγράφου τῆς ἐκ μέρους τοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 20.

1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θὰ λάθῃ καὶ θὰ κοινοποιήσῃ εἰς πάντα τὰ Κράτη ἅτινα συμμετέχουσιν ἢ δύνανται νὰ συμμετάσχουσιν εἰς

τὴν παρούσαν Σύμβασιν, τὸ κείμενον τῶν ἐπιφυλάξεων αἰτινες δυνατόν νὰ γίνωσι κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς κυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως. Πᾶν Κράτος ὅπερ ἐνίσταται κατὰ τῆς ἐπιφυλάξεως δέον ὅπως εἰδοποιήσῃ τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἐντὸς προθεσμίας ἐνετήκοντα ἡμερῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ρηθείσης κοινοποιήσεως, ὅτι δὲν ἀποδέχεται τὴν ρηθείσαν ἐπιφύλαξιν.

2. Οὐδεμία ἀσυμβίβαστος πρὸς τὸ ἀντικείμενον καὶ τὸν σκοπὸν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπιφύλαξις θέλει ἐπιτραπῆ, οὐδὲ θέλει ἐπιτραπῆ ἐπιφύλαξις δυναμένη νὰ προκαλέσῃ παράλυσιν τῆς ὁμαλῆς λειτουργίας οἰουδήποτε τῶν ὑπὸ τῆς Συμβάσεως δημιουργουμένων ὀργάνων. Ἐπιφύλαξις θὰ θεωρηθῆ ἀσυμβίβαστος ἢ ἐμποδιστικὴ ἐὰν τοῦλάχιστον τὰ δύο τρίτα τῶν Κρατῶν Μελῶν ἤθελον ἐγείρει ἐνοστάσεις.

3. Αἱ ἐπιφυλάξεις δύνανται νὰ ἀνακληθῶσιν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μέσω ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα. Ἡ ἀνακοίνωσις θὰ ἀρχεται ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς λήψεώς της.

Ἄρθρον 21.

Πᾶν Κράτος Μέλος δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν μέσω ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ ἐν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 22.

Πᾶσα διαφορὰ ἀνακύπτουσα μεταξὺ δύο ἢ πλείονων Κρατῶν Μελῶν ὡς πρὸς τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἣτις δὲν λύεται διὰ διαπραγματεύσεων ἢ διὰ τῶν διαδικασιῶν, αἰτινες ρητῶς προβλέπονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, θέλει, τῇ αἰτήσῃ οἰουδήποτε ἐκ τῶν ἐν διενέξει μερῶν, παραπεμφθῆ πρὸς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον πρὸς λήψιν ἀποφάσεως, ἐκτὸς ἐὰν τὰ ἐν διενέξει Κράτη συμφωνήσων ἐπὶ ἐτέρου τρόπου διακανονισμοῦ.

Ἄρθρον 23.

1. Αἰτήσεις πρὸς ἀναθεώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ γίνῃ ἐν παντὶ καιρῷ ὑφ' οἰουδήποτε τῶν Κρατῶν Μελῶν μέσω γραπτῆς κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θέλει ἀποφάσει ἐπὶ τῶν τυχόν ληπτέων μέτρων ἐν σχέσει πρὸς τοιαύτην αἴτησιν.

Ἄρθρον 24.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θέλει πληροφορήσει πάντα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα ἐν ἀρθρῷ 17, παράγραφος 1η, τῆς παρούσης Συμβάσεως περὶ τῶν κάτωθι λεπτομερειῶν:

α) Ὑπογραφαί, ἐπικυρώσεις καὶ προσχωρήσεις δυνάμει τῶν ἀρθρῶν 17 καὶ 18.

β) Ἡμερομηνία ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως δυνάμει τοῦ ἀρθρου 19.

γ) Ἀνακοινώσεις καὶ Δηλώσεις λαμβανόμεναι δυνάμει τῶν ἀρθρῶν 14, 20 καὶ 23.

δ) Καταγγελία δυνάμει τοῦ ἀρθρου 21.

Ἄρθρον 25.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις τῆς ὁποίας τὰ εἰς Κινεζικὴν, Ἀγγλικὴν, Γαλλικὴν, Ρωσικὴν καὶ Ἰσπανικὴν κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου ἀυθεντικὰ θέλει κατατεθῆ ἐν τοῖς ἀρχείοις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν θέλει διαδιδάσει κεκυρωμένα ἀντίγραφα τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς πάντα τὰ Κράτη τὰ ἀνήκοντα εἰς οἰουδήποτε τῶν κατηγοριῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἀρθρῷ 17 παραγράφῳ πρώτῃ, τῆς Συμβάσεως.

Εἰς πίστωσιν τούτων οἱ ὑπογεγραμμένοι δέοντως ἐξουσιοδοτημένοι παρὰ τῶν Κυβερνήσεων αὐτῶν, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Σύμβασιν, τεθείσαν πρὸς ὑπογραφήν ἐν Νέξ Υἰόρκῃ τὴν ἐβδόμην τοῦ μηνὸς Μαρτίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐνεακασιοστοῦ ἐξηκαστοῦ ἔκτου ἔτους (7.3.1966).

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ιανουαρίου 1966 ή ετησία συνδρομή της Έφημερίδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τη Έφημερίδι της Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ως κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διά τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400	Υπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:		
2. » » Β'	»	350			
3. » » Γ'	»	300			
4. » » Δ'	»	500			
5. » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300			
6. » » Παράρτημα	»	200	1. Διά τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. ...	»	750	2. » » Β'	»	17,50
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200	3. » » Γ'	»	15.—
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500	4. » » Δ'	»	25.—
Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἕμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.			5. » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
			6. » » Παράρτημα	»	10.—
			7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37,50
			8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10.—
			9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστὸν φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 4

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

<p>Ε. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:</p>	
<p>Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν</p>	
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ. 200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	» 5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	» 1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων.	» 500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	» 100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.	» 2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν ἱραπευτικῶν Ἐταιρειῶν	» 500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	» 300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	» 2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπους ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν	» 1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	» 5.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγματεύσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ. 500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67	» 500
<p>Β. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης</p>	
1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ. 500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	» 200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	» 100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	» 500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	» 500
<p>II. Εἰς τὸ Δ' Τεύχος καὶ Παράρτημα</p>	
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	» 200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν ὑδάτων ...	» 500
<p>Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὀρίσθη εἰς 5%.</p>	

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικῆς εἰσπράξεως, ὅπερ, μερὴν τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὄνοματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται δ.ἀ. τὸ ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ